

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/30422]

3 SEPTEMBRE 2017. — Loi portant assentiment au Protocole entre les gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le gouvernement de la République de Moldova portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait à Bruxelles le 25 janvier 2013 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole entre les gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas). et le gouvernement de la République de Moldova portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait à Bruxelles le 25 janvier 2013, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,  
D. REYNDEERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
Th. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

1) Chambre des Représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):

Documents: n° 54-2461

Rapport intégral: 22/06/2017

(2) Date d'entrée en vigueur : 01/08/2021

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/30422]

3 SEPTEMBER 2017. — Wet houdende instemming met het Uitvoeringsprotocol tussen de regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de regering van de Republiek Moldavië bij de Overeenkomst tussen de Europese gemeenschap en de Republiek Moldavië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, gedaan te Brussel op 25 januari 2013 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Uitvoeringsprotocol tussen de regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de regering van de Republiek Moldavië bij de Overeenkomst tussen de Europese gemeenschap en de Republiek Moldavië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven, gedaan te Brussel op 25 januari 2013, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,  
D. REYNDEERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
Th. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1)Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)):

Stukken: nr. 54-2461

Integraal verslag: 22/06/2017

(2) Datum inwerkingtreding : 01/08/2021.

**PROTOCOLE**

**ENTRE**

**LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS DU BENELUX  
(LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,  
LE ROYAUME DES PAYS-BAS)**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

**PORTANT SUR L'APPLICATION**

**DE L'ACCORD**

**ENTRE**

**LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

**CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER**

Les gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République de Moldova,

Ci-après dénommés “les Parties”,

En vertu de l’article 19, de l’Accord de réadmission signé à Bruxelles le 10 octobre 2007 entre la Communauté européenne et la République de Moldova,

Ci-après dénommé “l’Accord”,

Sont convenus de ce qui suit :

## ARTICLE 1

### Définitions

Aux termes du présent Protocole, il faut entendre par :

1. représentation diplomatique : la représentation diplomatique ou consulaire de la Partie requise accréditée auprès de la Partie requérante ;
2. escorte : la personne (ou les personnes) désignée(s) par la Partie requérante et chargée(s) d'escorter la personne à réadmettre ou à faire transiter.

## ARTICLE 2

### Désignation des autorités compétentes

#### (Article 19 de l'Accord)

1. Les autorités compétentes pour la mise en œuvre de l'Accord sont énumérées à l'annexe 1 du présent protocole.
2. Les Parties se notifient mutuellement et sans délai toute modification apportée à cette liste.

## ARTICLE 3

### Désignation des points de passage frontalier

#### (Article 19 de l'Accord)

1. Les points de passage frontalier utilisés pour l'application du présent Accord sont mentionnés à l'Annexe 2 du présent Protocole.
2. Les Parties se notifient mutuellement et sans délai toute modification apportée à cette liste.
3. Les autorités compétentes peuvent convenir, au cas par cas, d'utiliser d'autres points de passage frontaliers que ceux mentionnés à l'Annexe 2 du présent Protocole.

**ARTICLE 4****Procédure de réadmission****(Articles 6 et 7 de l'Accord)**

1. La demande de réadmission est introduite, par courriel, télécopieur ou tout autre moyen technique, auprès de l'autorité compétente de la Partie requise et contient les informations mentionnées à l'article 7, paragraphes 1er et 2, de l'Accord.
2. La demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en Annexe 5 de l'Accord.
3. La Partie requérante peut indiquer une demande d'audition dans la demande de réadmission. En vertu de l'article 8, paragraphe 3, de l'Accord, l'audition est menée sans délai, dans les trois jours ouvrables, par la représentation diplomatique. La Partie requise informe immédiatement, au plus tard dans les trois jours ouvrables, la Partie requérante des résultats de l'audition.
4. Si les conditions visées à l'article 6, paragraphe 2, de l'Accord sont remplies, une notification écrite à l'aide du formulaire joint en Annexe 3 du présent Protocole est suffisante.
5. La réponse à la demande de réadmission est transmise, par courriel, télécopieur ou tout autre moyen technique, à l'autorité compétente de la Partie requérante en faisant usage du formulaire joint en Annexe 4 du présent Protocole. Si la réponse est positive, une copie en est également transmise à la représentation diplomatique de la Partie requise en vue de la délivrance d'un document de voyage.
6. Conformément à l'article 10, paragraphe 4, de l'Accord, le rejet d'une demande de réadmission est motivé.

**ARTICLE 5****Documents de voyage****(Articles 2, 3, 4, 5 et 10 de l'Accord)**

1. Lorsque la réponse à la demande de réadmission de ses propres ressortissants est positive, la représentation diplomatique fournit sans délai, au plus tard dans les trois jours ouvrables, le

document de voyage nécessaire au retour aux autorités compétentes de la Partie requérante, conformément à l'article 2, paragraphe 4, et l'article 4, paragraphe 4, de l'Accord.

2. Le document de voyage a une durée de validité d'au moins trois mois.
3. Lorsque la réponse à la demande de réadmission de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides est positive, les autorités compétentes de la Partie requérante délivrent les documents de voyage nécessaires au retour, conformément à l'article 3, paragraphe 3, et l'article 5, paragraphe 4, de l'Accord.
4. L'article 2, paragraphe 4 et l'article 4, paragraphe 4, de l'Accord, précisent les autres détails concernant la délivrance des documents de voyage.

## **ARTICLE 6**

### **Transfert**

#### **(Articles 10 et 11 de l'Accord)**

1. L'autorité compétente de la Partie requérante informe l'autorité compétente de la Partie requise, par courriel, télécopieur ou tout autre moyen technique, et en faisant usage du formulaire joint en Annexe 3 du présent Protocole, au moins trois jours ouvrables avant le transfert envisagé de son intention d'y procéder.
2. Si le transfert de la personne à réadmettre ne peut être effectué dans le délai de trois mois visé à l'article 10, paragraphe 5, de l'Accord, l'autorité compétente de la Partie requérante demande immédiatement la prolongation de ce délai à l'autorité compétente de la Partie requise.
3. Si des raisons médicales avérées interdisent d'effectuer le transfert par voie aérienne, celui-ci peut avoir lieu par voie terrestre ou maritime. L'autorité compétente de la Partie requérante le spécifie dans la demande de réadmission.

**ARTICLE 7****Procédure de transit****(Articles 13 et 14 de l'Accord)**

1. La demande de transit est introduite, par courriel, télécopieur ou tout autre moyen technique, auprès de l'autorité compétente de la Partie requise au plus tard six jours ouvrables avant le transit envisagé. La demande est introduite en faisant usage du formulaire joint en Annexe 6 de l'Accord.
2. L'autorité compétente de la Partie requise notifie sa réponse sans délai, au plus tard dans les quatre jours ouvrables, par courriel, télécopieur ou tout autre moyen technique. À cette fin, elle utilise le formulaire joint en Annexe 5 du présent Protocole.
3. Le transit s'effectue en principe par voie aérienne.

**ARTICLE 8****Soutien au transit****(Article 14 de l'Accord)**

1. Si, dans un cas de transit particulier, la Partie requérante juge nécessaire de bénéficier du soutien des autorités de la Partie requise, elle l'indique sur le formulaire joint en Annexe 6 de l'Accord.
2. Dans sa réponse à la demande de transit, la Partie requise indique sur le formulaire joint en Annexe 5 au présent Protocole et utilisé à cet effet si elle peut fournir le soutien demandé.
3. Sur le territoire de la Partie requise, l'escorte chargée de la garde et du transit de la personne concernée opère sous l'autorité de la Partie requise.

**ARTICLE 9****Obligations de l'escorte****(Article 13, paragraphe 3 de l'Accord)**

1. Les pouvoirs de l'escorte accompagnant une personne se limitent à la légitime défense. En outre, en l'absence d'agents de la Partie requise compétents en la matière ou dans le but de leur porter assistance, l'escorte peut répondre à une menace sérieuse et immédiat en entreprenant des actions raisonnables et proportionnées pour éviter que la personne concernée ne fuie, ne porte atteinte à elle-même ou à des tiers ou cause des dommages aux biens.
2. Dans toutes les circonstances, l'escorte doit respecter, sur le territoire de la Partie requise, le droit de ladite Partie.
3. L'escorte accomplit sa mission sans armes et en civil. Elle doit être en possession d'une autorisation d'escorte, de l'accord de réadmission ou de transit et d'une pièce d'identité.
4. Les autorités de la Partie requise garantissent à l'escorte durant l'exercice de sa mission dans le cadre de l'Accord la même protection et la même assistance qu'à leurs propres agents compétents en la matière.

**ARTICLE 10****Coûts****(Article 15 de l'Accord)**

Les frais liés à la réadmission et au transit encourus par la Partie requise et, en vertu de l'article 15 de l'Accord, à la charge de la Partie requérante, sont remboursés par cette dernière sur présentation des justificatifs.



**ARTICLE 11****Réunion d'experts**

1. Les Parties coopèrent pour les questions liées à l'application de l'Accord et du présent Protocole.
2. Si l'une des Parties en fait la demande, une réunion d'experts, composée de représentants des autorités compétentes des Parties, est organisée.

**ARTICLE 12****Langue**

Les Parties communiquent entre elles en langue anglaise.

**ARTICLE 13****Annexes**

Les annexes 1 à 5 font partie intégrante du Protocole.

**ARTICLE 14****Modifications**

1. Le présent Protocole et ses Annexes peuvent être modifiés d'un commun accord entre les Parties.

2. Les modifications au Protocole entrent en vigueur conformément à la procédure décrite à l'article 16 du présent Protocole.
3. Les modifications aux Annexes entrent en vigueur à la date choisie par les Parties.

## **ARTICLE 15**

### **Application territoriale**

#### **(Article 21 de l'Accord)**

Le présent Protocole s'applique au territoire de la République de Moldova, au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et au territoire du Royaume des Pays-Bas sur lequel le Traité concernant le fonctionnement de l'Union européenne est applicable.

## **ARTICLE 16**

### **Entrée en vigueur et dénonciation**

#### **(Article 19, paragraphe 2 de l'Accord)**

1. Les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures légales nationales requises pour l'entrée en vigueur du présent Protocole d'application.
2. Après une notification mutuelle telle que prévue au paragraphe 1 du présent article, le gouvernement du Royaume de Belgique en informe, conformément à l'article 19, paragraphe 2, de l'Accord, le comité de réadmission mixte en déposant une copie du présent Protocole. Le gouvernement du Royaume de Belgique remet une copie de cette notification à toutes les Parties.
3. Le présent Protocole entre en vigueur au premier jour du deuxième mois suivant la date de la notification mentionnée au paragraphe 2 du présent article.
4. Le présent Protocole est conclu pour une période indéterminée. La dénonciation de l'Accord entraîne automatiquement celle du Protocole.

**ARTICLE 17****Dépositaire**

Le Royaume de Belgique est dépositaire du présent Protocole. Il en transmet une copie certifiée conforme à toutes les Parties.

FAIT à Bruxelles, le 25 janvier 2013, en double exemplaire, en langues anglaise, française, néerlandaise et moldave, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, la version anglaise prévaut.

## ANNEXE 1

**AUTORITÉS COMPÉTENTES****1. Autorités compétentes****pour le Royaume de Belgique:**

*Les demandes de réadmissions doivent être envoyées à :*

Service public fédéral Intérieur

Direction générale Office des étrangers

Bureau C

WTC II

Chaussée d'Anvers, 59B

1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone : +32 2 793 83 34 /+32 2 793 83 37

Fax : +32 2 274 66 11/12/13

e-mail : Bur\_C01@dofi.fgov.be

*Les réponses aux demandes de réadmission doivent être envoyées à :*

Service public fédéral Intérieur

Direction générale Office des étrangers

Bureau CID

WTC II

Chaussée d'Anvers, 59B

1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone : +32 2 793 83 80

Fax : +32 2 274 66 17

e-mail : [Bur\\_CID01@dofi.fgov.be](mailto:Bur_CID01@dofi.fgov.be)

**pour le Grand-Duché de Luxembourg:**

Ministère des Affaires étrangères

Direction de l'Immigration

12-16, Avenue Monterey

P.O. Box 752

L-2017 Luxembourg

Luxembourg

Téléphone : +352 247-84040 / +352 247-84565

Fax : +352 247-88347 / +352 22 16 08

e-mail : [immigration.readmission@mae.etat.lu](mailto:immigration.readmission@mae.etat.lu)

**pour le Royaume des Pays-Bas:**

Ministère de la Sécurité et de la Justice

Service du Rapatriement et du Départ

Division Documents de voyage

Postbus 1950

2288 DZ Rijswijk

Pays-Bas

Téléphone : + 31 70 779 5469

Fax : + 31 70 779 4414

e-mail : [dtvafdelinglp@dtv.minbzk.nl](mailto:dtvafdelinglp@dtv.minbzk.nl)

**pour la République de Moldova:**

Ministère de l'Intérieur

Bureau de l'Immigration et de l'Asile

Chisinau

Bd. Ștefan cel Mare, 124

Tél/ Fax. +373 22 272203

e-mail : [migrare@migrare.gov.md](mailto:migrare@migrare.gov.md)

## **2. Autorités compétentes pour la conduite des auditions et la délivrance des documents de voyage**

### **Pour le Royaume de Belgique:**

Ambassade du Royaume de Belgique

Boulevard Dacia, 58 Sector II

020061 Bucarest

Roumanie

Téléphone : + (40) (21) 210.29.69

Fax : + (40) (21) 210 28 03

e-mail : [ambabuc@clicknet.ro](mailto:ambabuc@clicknet.ro)

### **pour le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas:**

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas

Kontraktova Ploshcha 7

01901 Kiev

Ukraine

Téléphone : +38 044 4908 200

Fax : +38 044 4908 209/267

e-mail : [kie@minbuza.nl](mailto:kie@minbuza.nl)

**pour la République de Moldova:**

Ambassade de la République de Moldova

Avenue Franklin Roosevelt 57

1050 Bruxelles

Belgique

Téléphone : + 32 2 732 96 59

Fax : + 32 2 732 96 60

e-mail : [bruxelles@mfa.md](mailto:bruxelles@mfa.md)

**ANNEXE 2****POINTS DE PASSAGE FRONTALIERS****pour le Royaume de Belgique**

Aéroport de Bruxelles National, Bruxelles

**Pour le Grand-Duché de Luxembourg**

Aéroport de Luxembourg, Luxembourg

**pour le Royaume des Pays-Bas**

Aéroport de Schiphol Amsterdam, Amsterdam

**pour la République de Moldova**

Aéroport international de Chisinau





LA NOTIFICATION S'APPLIQUE ÉGALEMENT AUX MEMBRES DE LA FAMILLE CI-DESSOUS, TELS QUE MENTIONNÉS DANS LA DEMANDE DE RÉADMISSION :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

## 2 – DOCUMENTS EN POSSESSION DE LA PERSONNE VISEE SOUS 1

(NB : préciser pour chaque document la date et le lieu de délivrance, la durée de validité, etc.)

### 1. DOCUMENTS (DE VOYAGE)

.....  
 .....  
 .....

### 2. VISAS / TITRE DE SEJOUR

.....  
 .....  
 .....  
 .....

(copies jointes)

## 3 – DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT

DATE ET HEURE DU TRANSFERT	
LIEU DU TRANSFERT	
MODE DE TRANSPORT	AIR/TERRE/MER*
MOYEN DE TRANSPORT	
- VOITURE	OUI/NON* IMMATRICULATION .....
- AVION	OUI/NON* VOL N° .....

## 4 – ANNEXES

NOMBRE DE PIÈCES (y compris description succincte)	1. ....
	2. ....
	3. ....
	4. ....
	5. ....
	6. ....

\* Biffer les mentions inutiles.

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

**ACCUSE DE RECEPTION DE LA COMMUNICATION**

**DATE :** .....

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

## ANNEXE 4

**PROTOCOLE**  
**ENTRE**  
**LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE**  
**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**  
**PORTANT SUR L'APPLICATION DE L'ACCORD**  
**ENTRE**  
**LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**  
**CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER**

<b>REPONSE A LA DEMANDE DE READMISSION</b>
--

**DATE DE LA REPONSE :** ..... **N° DU DOSSIER :** .....

**1 – DONNEES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LA READMISSION A ETE DEMANDEE**

NOM .....	PRENOMS .....
.....	.....
DATE DE NAISSANCE .....	LIEU DE NAISSANCE.....
NATIONALITE .....	
<p>LA RÉPONSE S'APPLIQUE ÉGALEMENT AUX MEMBRES SUIVANTES DE LA FAMILLE, MENTIONNÉS CI-DESSOUS, TELS QUE MENTIONNÉS DANS LA DEMANDE DE RÉADMISSION</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

**2 – DÉCISION CONCERNANT LA DEMANDE DU ..... (Date)**

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE REPONSE NEGATIVE

**3 – PARTICULARITES**

- |   |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"><li>1. DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT</li><li>2. ETAT DE SANTE</li><li>3. AUTRES SPECIFICITES (par exemple : escorte)</li></ol> |
|---|

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

## ANNEXE 5

**PROTOCOLE**  
**ENTRE**  
**LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS DU BENELUX (LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE**  
**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS)**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**  
**PORTANT SUR L'APPLICATION DE L'ACCORD**  
**ENTRE**  
**LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**  
**CONCERNANT LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER**

<b>REPONSE A LA DEMANDE DE TRANSIT</b>
--

**DATE DE LA DEMANDE :** ..... **N° DU DOSSIER :** .....

**1 – DONNEES PERSONNELLES DE LA PERSONNE DONT LE TRANSIT A ETE  
DEMANDE**

NOM .....	PRENOMS .....
NOM DE JEUNE FILLE .....	.....
AUTRES NOMS .....	.....
(alias, ...) .....	.....
.....	.....
.....	.....
SEXE .....	.....
DATE DE NAISSANCE .....	LIEU DE NAISSANCE .....
NATIONALITE .....	NATURE ET N° DU DOCU- MENT DE VOYAGE
LA RÉPONSE S'APPLIQUE ÉGALEMENT AUX MEMBRES SUIVANTES DE LA FAMILLE, MENTIONNÉS CI-DESSOUS, TELS QUE MENTIONNÉS DANS LA DEMANDE DE RÉADMISSION : ..... ..... .....	

**2 – DÉCISION**

<input type="checkbox"/> ACCORD	<input type="checkbox"/> REFUS
	MOTIVATION DU REFUS EN CAS DE REPONSE NEGATIVE

**3 – PARTICULARITES**

1. DATE, HEURE, LIEU ET MODE DU TRANSFERT
2. ETAT DE SANTE
4. AUTRES SPECIFICITES (par exemple : escorte)

NOM DU FONCTIONNAIRE	SCEAU ET SIGNATURE
----------------------	--------------------

**UITVOERINGSPROTOCOL**

**TUSSEN**

**DE REGERINGEN VAN DE BENELUX-STATEN  
(HET KONINKRIJK BELGIË, HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,  
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN)**

**EN**

**DE REGERING VAN DE REPUBLIEK MOLDAVIË**

**BIJ DE OVEREENKOMST**

**TUSSEN**

**DE EUROPESE GEMEENSCHAP**

**EN**

**DE REPUBLIEK MOLDAVIË**

**BETREFFENDE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER  
VERGUNNING OP HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**



De Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Moldavië,

Hierna genoemd “de Partijen”,

Op grond van artikel 19 van de op 10 oktober 2007 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Moldavië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven,

Hierna genoemd “de Overeenkomst”,

Zijn het volgende overeengekomen:

## **ARTIKEL 1**

### **Definities**

Voor de toepassing van het Protocol wordt verstaan onder:

1. diplomatieke vertegenwoordiging – de bij de verzoekende Partij geaccrediteerde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van de aangezochte Partij;
2. begeleider(s) – de door de verzoekende Partij aangewezen persoon (of personen), belast met de begeleiding van de terug- of over te nemen of door te geleiden persoon.

## **ARTIKEL 2**

### **Aanwijzing van de bevoegde autoriteiten**

**(Artikel 19 van de Overeenkomst)**

1. De bevoegde autoriteiten voor de uitvoering van de Overeenkomst zijn vermeld in bijlage 1 bij dit Protocol.
2. De Partijen stellen elkaar onverwijld in kennis van iedere wijziging van deze lijst.

## **ARTIKEL 3**

### **Aanwijzing van de grensdoorlaatposten**

**(Artikel 19 van de Overeenkomst)**

1. De voor de toepassing van de Overeenkomst te gebruiken grensdoorlaatposten zijn vermeld in bijlage 2 bij dit Protocol.

2. De Partijen stellen elkaar onverwijld in kennis van iedere wijziging van deze lijst.
3. De bevoegde autoriteiten kunnen per geval overeenkomen gebruik te maken van andere grensdoorlaatposten dan die welke in bijlage 2 bij dit Protocol zijn vermeld.

## **ARTIKEL 4**

### **Terug- en overnameprocedure**

#### **(Artikelen 6 en 7 van de Overeenkomst)**

1. Een terug- of overnameverzoek wordt via e-mail, per telefax of andere technische middelen ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Partij. Dit verzoek bevat de in artikel 7, lid 1 en 2, van de Overeenkomst vermelde gegevens.
2. Voor de indiening van een terug- of overnameverzoek wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 5 aan de Overeenkomst is gehecht.
3. De verzoekende Partij kan in het terugnameverzoek aangeven dat om een ondervraging wordt verzocht. Overeenkomstig artikel 8, lid 3, van de Overeenkomst, wordt de ondervraging onverwijld doch uiterlijk binnen drie werkdagen verricht door de diplomatieke vertegenwoordiging van de aangezochte Partij. De aangezochte Partij informeert de verzoekende Partij onverwijld doch uiterlijk binnen drie werkdagen over de resultaten van de ondervraging.
4. Indien is voldaan aan de voorwaarden genoemd in artikel 6, lid 2, van de Overeenkomst volstaat een schriftelijke mededeling door middel van het formulier dat als bijlage 3 aan het Protocol is gehecht.
5. Het antwoord op een terug- of overnameverzoek wordt via e-mail, per telefax of andere technische middelen aan de bevoegde autoriteit van de verzoekende Partij verzonden door middel van het formulier dat als bijlage 4 aan het Protocol is gehecht. Een afschrift van een positief antwoord wordt ten behoeve van de afgifte van een reisdocument eveneens aan de diplomatieke vertegenwoordiging van de aangezochte Partij verstrekt.
6. Overeenkomstig artikel 10, lid 4, van de Overeenkomst wordt de afwijzing van een terug- of overnameverzoek met redenen omkleed.

## ARTIKEL 5

### Reisdocumenten

#### (Artikelen 2, 3, 4 en 5 van de Overeenkomst)

1. In geval van een positief antwoord op het verzoek om terugname voor eigen onderdanen worden de voor terugkeer vereiste reisdocumenten overeenkomstig artikel 2, lid 4, en artikel 4, lid 4, van de Overeenkomst onverwijld doch uiterlijk binnen drie werkdagen door de diplomatieke vertegenwoordiging aan de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Partij verstrekt.
2. Het reisdocument heeft een geldigheidsduur van ten minste drie maanden.
3. In geval van een positief antwoord op het overnameverzoek voor onderdanen van derde landen en staatloze personen worden de voor terugkeer vereiste reisdocumenten overeenkomstig artikel 3, lid 3, en artikel 5, lid 4, van de Overeenkomst door de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Partij afgegeven.
4. Nadere bijzonderheden omtrent de afgifte van reisdocumenten zijn vervat in artikel 2, lid 4, en artikel 4, lid 4, van de Overeenkomst.

## ARTIKEL 6

### Overdracht

#### (Artikelen 10 en 11 van de Overeenkomst)

1. De bevoegde autoriteit van de verzoekende Partij stelt de bevoegde autoriteit van de aangezochte Partij via e-mail, per telefax of andere technische middelen, minimaal drie werkdagen vóór de geplande overdracht in kennis van haar voornemen hiertoe over te gaan. Daartoe wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 3 aan dit Protocol is gehecht.
2. Indien de terug of over te nemen persoon niet binnen de in artikel 10, lid 5, van de Overeenkomst genoemde termijn van drie maanden kan worden overgedragen, verzoekt de

bevoegde autoriteit van de verzoekende Partij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Partij onverwijld om verlenging van deze termijn.

3. Indien de overdracht om gegronde medische redenen niet door de lucht kan plaatsvinden, kan deze over de weg of over zee geschieden. De bevoegde autoriteiten van de verzoekende Partij geven dit aan in het terug- of overnameverzoek.

## **ARTIKEL 7**

### **Doorgeleidingsprocedure**

#### **(Artikelen 13 en 14 van de Overeenkomst)**

1. Een doorgeleidingsverzoek wordt minimaal zes werkdagen vóór de geplande doorgeleiding via e-mail, per telefax of andere technische middelen ingediend bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Partij. Voor de indiening van het verzoek wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.
2. De bevoegde autoriteit van de aangezochte Partij antwoordt onverwijld doch uiterlijk binnen vier werkdagen via e-mail, per telefax of andere technische middelen. Daartoe wordt gebruikgemaakt van het formulier dat als bijlage 5 aan het Protocol is gehecht.
3. Doorgeleiding geschiedt in beginsel door de lucht.

## **ARTIKEL 8**

### **Ondersteuning tijdens doorgeleiding**

#### **(Artikel 14 van de Overeenkomst)**

1. Indien de verzoekende Partij ondersteuning bij een specifieke doorgeleiding door de autoriteiten van de aangezochte Partij noodzakelijk acht, verzoekt zij daarom in het formulier dat als Bijlage 6 aan de Overeenkomst is gehecht.

2. In het antwoord op het doorgeleidingsverzoek door middel van het formulier dat als Bijlage 5 aan dit Protocol is gehecht, vermeldt de aangezochte Partij of zij kan voorzien in de gevraagde ondersteuning.
3. Op het grondgebied van de aangezochte Partij verrichten de begeleiders die de door te geleiden persoon bewaken en ondersteunen, hun werkzaamheden onder het gezag van de aangezochte Partij.

## **ARTIKEL 9**

### **Verplichtingen voor begeleiders**

#### **(Artikel 13, lid 3, van de Overeenkomst)**

1. De bevoegdheden van de begeleiders die een persoon vergezellen zijn beperkt tot zelfverdediging. Daarnaast kunnen de begeleiders, bij afwezigheid van ter zake bevoegde ambtenaren van de aangezochte Partij of ter ondersteuning van deze ambtenaren, naar aanleiding van een onmiddellijke en ernstige dreiging op redelijke en evenredige wijze optreden om te voorkomen dat de betrokkene vlucht, zichzelf of derden letsel toebrengt dan wel schade aan goederen veroorzaakt.
2. Op het grondgebied van de aangezochte Partij moeten de begeleiders in alle omstandigheden de wetgeving van die Partij naleven.
3. De begeleiders voeren hun taak ongewapend en in burgerkledij uit. Zij dienen in het bezit te zijn van een machtiging tot begeleiding, de toestemming voor terug of overname of doorgeleiding en een identiteitsbewijs.
4. De autoriteiten van de aangezochte Partij verlenen de begeleiders dezelfde bescherming en bijstand als aan de eigen ter zake bevoegde ambtenaren.

**ARTIKEL 10****Kosten****(Artikel 15 van de Overeenkomst)**

Door de aangezochte Partij gemaakte kosten in verband met terug- of overname en doorgeleiding welke op grond van artikel 15 van de Overeenkomst ten laste van de verzoekende Partij komen, worden door de verzoekende Partij na overlegging van een factuur vergoed.

**ARTIKEL 11****Vergadering van deskundigen**

1. De Partijen werken samen bij kwesties omtrent de uitvoering van de Overeenkomst en het Protocol.
2. Op verzoek van een van de Partijen wordt een vergadering van deskundigen belegd die uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten van de Partijen bestaat.

**ARTIKEL 12****Taal**

De Partijen communiceren met elkaar in de Engelse taal.

**ARTIKEL 13****Bijlagen**

De bijlagen 1 tot en met 5 vormen een integrerend deel van het Protocol.

**ARTIKEL 14****Wijzigingen**

1. Dit Protocol en de bijlagen kunnen in onderlinge overeenstemming tussen de Partijen worden gewijzigd.
2. Elke wijziging van het Protocol wordt van kracht overeenkomstig de in artikel 16 van dit Protocol omschreven procedure.
3. Elke wijziging van de bijlagen wordt van kracht op een door de Partijen te bepalen datum.

**ARTIKEL 15****Territoriale toepassing****(Artikel 21 van de Overeenkomst)**

Dit Protocol wordt toegepast op het grondgebied van de Republiek Moldavië, het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg en het grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden waar het Verdrag van de Europese Gemeenschap van toepassing is.

**ARTIKEL 16****Inwerkingtreding en opzegging****(Artikel 19, lid 2, van de Overeenkomst)**

1. De Partijen stellen elkaar ervan in kennis dat de nationale wettelijke procedures voor de inwerkingtreding van dit Protocol zijn voltooid.
2. Na de wederzijdse kennisgeving bedoeld in lid 1 van dit artikel stelt de Regering van het Koninkrijk België overeenkomstig artikel 19, lid 2, van de Overeenkomst het Gemengd Comité in kennis door indiening van een afschrift van dit Protocol. Een afschrift van deze kennisgeving wordt door de Regering van het Koninkrijk België aan alle Partijen verstrekt.



3. Dit Protocol treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van de in lid 2 van dit artikel bedoelde kennisgeving.
4. Dit Protocol wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Het Protocol houdt gelijktijdig met de Overeenkomst op van toepassing te zijn.

## **ARTIKEL 17**

### **Depositaris**

De Regering van het Koninkrijk België is depositaris van dit Protocol voor de Benelux-Staten. De depositaris zal iedere Benelux-Staat een voor eensluidend verklaard afschrift daarvan doen toekomen.

GEDAAN te Brussel op 25 januari 2013, in tweevoud, in de Engelse, de Franse, de Nederlandse en de Moldavische taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschillen in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

**BIJLAGE 1****BEVOEGDE AUTORITEITEN****1. Bevoegde autoriteiten****voor het Koninkrijk België:**

*Overnameverzoeken dienen te worden gezonden aan:*

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken

Bureau C

WTC II

Antwerpsesteenweg 59B

1000 Brussel

België

Telefoon: +32 2 793 83 34 /+32 2 793 83 37

Fax: +32 2 274 66 11/12/13

E-mail: [Bur\\_C01@dofi.fgov.be](mailto:Bur_C01@dofi.fgov.be)

*Antwoorden op overnameverzoeken dienen te worden gezonden aan:*

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken

Bureau CID

WTC II

Antwerpsesteenweg 59B

1000 Brussel

België

Telefoon: +32 2 793 83 80

Fax: +32 2 274 66 17

E-mail: [Bur\\_CID01@dofi.fgov.be](mailto:Bur_CID01@dofi.fgov.be)

**voor het Groothertogdom Luxemburg:**

Ministère des Affaires étrangères

Direction de l'Immigration

12-16, Avenue Monterey

B.P. 752

L-2017 Luxembourg

Luxemburg

Telefoon: +352 247-84040 / +352 247-84565

Fax: +352 247-88347 / +352 22 16 08

E-mail: [immigration.readmission@mae.etat.lu](mailto:immigration.readmission@mae.etat.lu)

**voor het Koninkrijk der Nederlanden:**

Ministerie van Veiligheid en Justitie

Dienst Terugkeer en Vertrek

Afdeling Laissez Passer

Postbus 1950

2288 DZ Rijswijk

Nederland

Telefoon: + 31 70 779 5469

Fax: + 31 70 779 4414

E-mail: [dtvafdelinglp@dtv.minbzk.nl](mailto:dtvafdelinglp@dtv.minbzk.nl)

**voor de Republiek Moldavië:**

Ministry of Internal Affairs

Bureau for Migration and Asylum

Chisinau

Bd. Ștefan cel Mare, 124

Tel/ Fax. +373 22 272203

E-mail: [migrare@migrare.gov.md](mailto:migrare@migrare.gov.md)

**2. Bevoegde autoriteiten voor de ondervraging en het verstrekken van reisdocumenten****voor het Koninkrijk België:**

Ambassade van het Koninkrijk België

Boulevard Dacia, 58 Sector II

020061 Boekarest

Roemenië

Telefoon: + (40) (21) 210.29.69

Fax: + (40) (21) 210 28 03

E-mail: [ambabuc@clicknet.ro](mailto:ambabuc@clicknet.ro)

**voor het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden:**

Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden

Kontraktova Ploshcha 7

01901 Kiev

Oekraïne

Telefoon: +38 044 4908 200

Fax: +38 044 4908 209/267

E-mail: [kie@minbuza.nl](mailto:kie@minbuza.nl)

**voor de Republiek Moldavië:**

Ambassade van de Republiek Moldavië

Franklin Rooseveltlaan 57

1050 Brussel

België

Telefoon: + 32 2 732 96 59

Fax: + 32 2 732 96 60

E-mail: [bruxelles@mfa.md](mailto:bruxelles@mfa.md)

**BIJLAGE 2**

**GRENSDOORLAATPOSTEN**

**voor het Koninkrijk België**

Luchthaven Brussel Nationaal, Brussel

**voor het Groothertogdom Luxemburg**

Aéroport de Luxembourg, Luxembourg

**voor het Koninkrijk der Nederlanden**

Luchthaven Schiphol Amsterdam, Amsterdam

**voor de Republiek Moldavië**

International Airport Chisinau

## BIJLAGE 3

**UITVOERINGSPROTOCOL  
TUSSEN  
DE REGERINGEN VAN DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET  
GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER  
NEDERLANDEN) EN  
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN  
DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BETREFFENDE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP  
HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

<b>KENNISGEVING VAN OVERDRACHT</b>
------------------------------------

DATUM MEDEDELING: .....

DOSSIER NR.: .....

VAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (verzoekende Partij)

.....  
 .....

Tel:

Fax:

E-mail:

AAN: BEVOEGDE AUTORITEIT (aangezochte Partij)

.....  
 .....

Tel:

Fax:

E-mail:

**1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON WIENS TERUG- OF OVERNAME WORDT  
AANGEKONDIGD**

NAAM .....

VOORNAMEN .....

GEBORTE DATUM.....

GEBORTE PLAATS .....

NATIONALITEIT .....

DE MEDEDELING GELDT TEVENS VOOR DE VOLGENDE GEZINSLEDEN DIE IN HET TERUG- OF OVERNAMEVERZOEK ZIJN VERMELD:

.....

.....

.....

.....

**2 – DOCUMENTEN WAAROVER DE ONDER 1 GENOEMDE PERSOON BESCHIKT**  
 (NB – het gaat hier om datum en plaats van afgifte, geldigheidsduur e.d.)

1. (REIS)DOCUMENTEN

.....

.....

.....

2. VISA / VERBLIJFSTITEL

.....

.....

.....

.....

(afschriften bijgevoegd)

**3 – DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT**

DATUM EN TIJDSTIP OVERDRACHT	
PLAATS OVERDRACHT	
WIJZE VAN VERVOER	LUCHT/LAND/ZEE*
VERVOERMIDDEL:	
- AUTO	JA/NEE*
	KENTEKEN.....
- VLIEGTUIG	JA/NEE*
	VLUCHTNR.....

---

**4 – BIJLAGEN**

AANTAL STUKKEN (incl. korte omschrijving)	1.	.....
		.....
	2.	.....
		.....
	3.	.....
		.....
	4.	.....
		.....
	5.	.....
		.....
	6.	.....
		.....

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

<b>ONTVANGSTBEVESTIGING MEDEDELING</b>
--

**DATUM:** .....

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING

\* Doorhalen wat niet van toepassing is.



## BIJLAGE 4

**UITVOERINGSPROTOCOL  
TUSSEN  
DE REGERINGEN VAN DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET  
GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER  
NEDERLANDEN) EN  
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN  
DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BETREFFENDE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP  
HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

<b>ANTWOORD OP HET TERUG- OF OVERNAMEVERZOEK</b>
--

**DATUM ANTWOORD:** ..... **DOSSIER NR.:** .....

**1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS TERUG- OF OVERNAME WORDT  
VERZOCHT**

NAAM .....	VOORNAMEN.....
.....	.....
.....	.....
GEBOORTEDATUM .....	GEBOORTEPLAATS .....
NATIONALITEIT .....	
HET ANTWOORD GELDT TEVENS VOOR DE VOLGENDE GEZINSLEDEN DIE IN HET TERUG- OF OVERNAMEVERZOEK ZIJN VERMELD:	
.....	
.....	
.....	

**2 – GENOMEN BESLISSING OMTRENT HET VERZOEK VAN..... (Datum)**

<input type="checkbox"/> AKKOORD	<input type="checkbox"/> AFGEWEZEN
	GRONDEN VOOR AFWIJZING IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

**3 – BIJZONDERHEDEN**

1. DATUM, TIJDSTIP, PLAATS EN WIJZE VAN OVERDRACHT
--

2. GEZONDHEIDSTOESTAND
------------------------

3. OVERIGE INFORMATIE (bijvoorbeeld: begeleiding)
---

NAAM AMBTENAAR	STEMPEL EN HANDTEKENING
----------------	-------------------------

## BIJLAGE 5

**UITVOERINGSPROTOCOL  
TUSSEN  
DE REGERINGEN VAN DE BENELUX-STATEN (HET KONINKRIJK BELGIË, HET  
GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG, HET KONINKRIJK DER  
NEDERLANDEN) EN  
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BIJ DE OVEREENKOMST TUSSEN  
DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN DE REPUBLIEK MOLDAVIË  
BETREFFENDE DE OVERNAME VAN PERSONEN DIE ZONDER VERGUNNING OP  
HET GRONDGEBIED VERBLIJVEN**

<b>ANTWOORD OP HET DOORGELEIDINGSVERZOEK</b>
--

DATUM ANTWOORD: .....

DOSSIER NR.: .....

**1 – PERSONALIA VAN DE PERSOON OM WIENS DOORGELEIDING WORDT  
VERZOCHT**

NAAM .....	VOORNAMEN .....
MEISJESNAAM .....	
ANDERE NAMEN .....	
(alias, ...) .....	
GESLACHT .....	
GEBOORTEDATUM .....	GEBOORTEPLAATS .....
NATIONALITEIT .....	AARD EN NR. REIS- DOCUMENT .....
HET ANTWOORD GELDT TEVENS VOOR DE VOLGENDE GEZINSLEDEN DIE IN HET DOORGELEIDINGSVERZOEK ZIJN VERMELD:	
.....	
.....	
.....	
.....	

**2 – GENOMEN BESLISSING**

<input type="checkbox"/> AKKOORD	<input type="checkbox"/> AFWIJZING
	GRONDEN VOOR AFWIJZING IN GEVAL VAN NEGATIEF ANTWOORD

2. GEZONDHEIDSTOESTAND

3. OVERIGE INFORMATIE (bijvoorbeeld: begeleiding)

NAAM AMBTENAAR

STEMPEL EN HANDTEKENING

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2018/31130]

3 SEPTEMBRE 2017. — Loi portant assentiment au Protocole entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Protocole d'application), fait à Bruxelles le 5 décembre 2013 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Protocole d'application), fait à Bruxelles le 5 décembre 2013, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,  
D. REYNDEERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
Th. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):  
Documents: 54-2463.

Rapport intégral: 22/06/2017.

(2) Date d'entrée en vigueur : 01/08/2021.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2018/31130]

3 SEPTEMBER 2017. — Wet houdende instemming met het Protocol tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en Bosnië en Herzegovina ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en Bosnië en Herzegovina betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven (Uitvoeringsprotocol), gedaan te Brussel op 5 december 2013 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Protocol tussen de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en Bosnië en Herzegovina ter uitvoering van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en Bosnië en Herzegovina betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven (Uitvoeringsprotocol), gedaan te Brussel op 5 december 2013, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,  
D. REYNDEERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
Th. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)):  
Stukken: 54-2463.

Integraal verslag: 22/06/2017.

(2) Datum inwerkingtreding : 01/08/2021.